Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 9, n°1 | Mars 2018

Varia

Les zones de pêche protégées au Sénégal : entre terroir du pêcheur et parcours du poisson. Quelle(s) échelle(s) de gestion ?

The fishing protected zone in Senegal : Between the terroir of the fisherman and the course of the fish. What management scale ?

Adama Mbaye, Ndiaga Thiam et Massal Fall

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11999>

DOI : [10.4000/developpementdurable.11999](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11999)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Adama Mbaye, Ndiaga Thiam et Massal Fall, « Les zones de pêche protégées au Sénégal : entre terroir du pêcheur et parcours du poisson. Quelle(s) échelle(s) de gestion ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 9, n°1 | Mars 2018, mis en ligne le 30 mars 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11999> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11999>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Les zones de pêche protégées au Sénégal : entre terroir du pêcheur et parcours du poisson. Quelle(s) échelle(s) de gestion ?

The fishing protected zone in Senegal : Between the terroir of the fisherman and the course of the fish. What management scale ?

Adama Mbaye, Ndiaga Thiam et Massal Fall

- 1 La pêche maritime sénégalaise joue un rôle primordial dans la sécurité alimentaire, l'amélioration des moyens d'existence, la croissance économique locale et nationale et le bien-être social des populations. Le secteur de la pêche (pêche industrielle et artisanale/traditionnelle combinées) fournit approximativement (directement ou indirectement) 600 000 emplois ; ce qui représente environ 17 % de la population active. Le secteur de la pêche produit 47 % des protéines produites dans le pays, ce qui correspond à une couverture d'environ 70 % des besoins protéiques de la population (FAO, 2014 ; ANSD, 2015). Il contribue également à près de 40 % de la valeur des exportations. Le sous-secteur de la pêche occupe la première place des exportations en 2015 avec près de 195,6 milliards de F CFA (2 981 816,4 euros), soit 20,87 % des recettes d'exportations totales, et participe à hauteur de 3,2 % du PIB (ANSD, 2015).
- 2 Toutefois, ce secteur vital de l'économie sénégalaise est confronté ces dernières années à de nombreuses difficultés. Les stocks sont dans une situation de pleine exploitation. Certains ont même dépassé leur niveau optimal d'exploitation (CRODT, 2015 ; CRODT, 2016). L'effort de pêche croissant a entraîné des débarquements de plus en plus importants et a conduit à une surexploitation des ressources, particulièrement les ressources démersales¹ côtières, à haute valeur marchande. Parallèlement à l'augmentation de l'effort de pêche sur les stocks côtiers sénégalais, les habitats marins dont ils dépendent sont de plus en plus dégradés du fait des méthodes de pêche destructives.

- 3 Cette situation a incité l'État sénégalais à développer depuis une dizaine d'années une politique de gestion durable des pêcheries artisanales mettant l'accent sur l'implication des populations locales dans la gestion des ressources et la conservation des habitats. Ainsi, dans le cadre du Programme de gestion durable des ressources halieutiques (GDRH) devenu plus tard Programme régional de pêche en Afrique de l'Ouest (PRAO), la mise en place de Zones de pêche protégées (ZPP) a été encouragée pour régénérer les ressources naturelles.
- 4 Une Zone de pêche protégée est une zone interdite de pêche ou à accès limité ou réglementé, adoptée par les communautés villageoises en conformité avec le Code de la pêche maritime dans le cadre d'un système de cogestion, et faisant l'objet d'accords de cogestion avec les services compétents de l'État.
- 5 Cet article traite de la mise en place de ces ZPP et met l'accent sur les limites de la délimitation des ZPP centrée sur le terroir villageois par rapport à la zone d'évolution de la ressource halieutique considérée.

1. Méthodologie

- 6 L'étude porte sur les villages de Mballing, Nianing, Pointe Sarène et Mbodiène sur la Petite Côte et leur zone maritime adjacente. Chacun d'eux a proposé une Zone de pêche protégée considérée comme faisant partie de son terroir et au niveau de laquelle il souhaiterait instaurer des mesures de gestion (Figure 1).

Figure 1. Les quatre sites d'étude sur la Petite Côte

- 7 Les quatre sites sont localisés administrativement dans le département de Mbour (région de Thiès). Les sites de Mballing, Nianing, Pointe Sarène relèvent de la communauté rurale de Malicounda qui est dans l'arrondissement de Sindia, alors que celui de Mbodiène se trouve dans la communauté rurale de Nguéniène qui fait partie de l'arrondissement de Sessène. Les villages se situent sur la façade maritime appelée « Petite Côte » entre les

deux plus grands centres de débarquement de la pêche artisanale sénégalaise que sont Mbour et Joal.

- 8 Zone balnéaire par excellence, les villages de la Petite Côte abritent de nombreux établissements touristiques (auberges, hôtels, bars-restaurants) qui leur confèrent d'un autre côté une image d'un milieu urbain. C'est particulièrement le cas de Mballing et de Nianing, distants de Mbour respectivement de 4 km et 8 km (Figure 1). Ces sites sont donc situés dans ce que l'on considère comme des milieux rurbains (entre le rural et l'urbain). Mbodiène, séparé de la façade maritime par une lagune, est un site au caractère plus rural. Toutefois, cette situation n'a pas fait perdre à l'entité villageoise les limites de son terroir traditionnel et une conscience collective forte permettant de prendre des décisions consensuelles au niveau du village. Celle-ci est entendue ici au sens des populations d'un village possédant un même terroir et en jouissant de façon indivisée. Les caractéristiques socioéconomiques des quatre sites sont résumées dans le tableau 1.

Tableau 1. Caractéristiques socioéconomiques des quatre sites

Site GDRH	Type de site	Population estimée	Nombre d'unités de pêche	Estimation des catégories socioprofessionnelles dans la pêche
Mballing	Rurbain	6 000 habitants	109	500 pêcheurs 200 transformatrices
Nianing	Rurbain	11 000 habitants	302	1000 pêcheurs 500 transformatrices 30 mareyeurs
Pointe Sarène	Rural	6 000 habitants	205	1000 pêcheurs 500 transformatrices 30 mareyeurs
Mbodiène	Rural	3 000 habitants	11	143 pêcheurs 20 transformatrices

1.1. Les systèmes d'exploitation et les espèces ciblées

- 9 Les filets maillants dormants constituent l'essentiel des engins utilisés par les pêcheurs autochtones avec plus de 80 % sur les sites de Mballing, Nanning et de Pointe Sarène (Tableau 2). Les espèces ciblées avec ces engins sont essentiellement le Cymbium, le murex, la sole, la langouste et le calmar. Les autochtones de Mbodiène, essentiellement des agriculteurs s'adonnant à une pêche de subsistance dans la lagune, utilisent uniquement l'épervier.
- 10 Le second engin le plus représentatif dans les trois premiers villages cités est la ligne, en particulier la « turlutte », utilisée majoritairement pour la pêche du poulpe qui est restée pendant longtemps une pêche saisonnière de juillet à septembre avec des apparitions périodiques pour les autres mois de l'année. Toutefois, d'autres types de ligne (ligne simple, palangre, plaque) sont aussi utilisés pour la pêche des poissons à haute valeur commerciale. Le casier est le troisième type d'engin pour la pêche de la seiche. Le filet maillant encerclant à poche utilisé par la pêche sous-marine et la senne de plage (engin tiré à partir de la plage) sont les autres engins dans la localité (Tableau 2). Les proportions des ménages pratiquant les différentes techniques de pêche selon les sites sont affichées dans le Tableau 3.

Tableau 2. Effectifs des unités par catégorie d'engins de pêche selon les sites

Sites	Ligne	Filet maillant (particulièrement filet dormant)	Senne de plage	Senne tournante	Pêche sous-marine	Mixte/autres	Total
Mballing	5	95	4	0	5	0	109
Nianing	30	250	2	0	0	20	302
Pointe Sarène	5	170	5	0	5	20	205
Mbodiène	0	0	0	0	0	11	11
Total	40	515	11	0	10	51	627

Tableau 3. Pourcentage de ménages pratiquant les différentes techniques de pêche selon les sites

Sites GDRH	Techniques de pêche pratiquées sur les sites						Total
	Sortie quotidienne Ligne	Ligne marée	Sortie quotidienne Filet dormant	Senne de plage	Épervier	Pêche sous- marine	
Mballing	9,1		81,8	4,5		4,5	100
Nianing	10,5		84,2	5,3			100
Pointe Sarène	9,5		81,0	4,8		4,8	100
Mbodiène					100		100

Tableau 4. Captures totales par groupe zoologique selon les sites

Sites	Espèces débarquées (en tonnes)			
	Poissons	Mollusques	Crustacés	Total
Mballing	46	100	20	166
Nianning	54	270	36	360
Pointe Sarène	96	672	192	960
Mbodiène	40	0	3	43
Total	236	1 042	251	1 529

- 11 L'essentiel des captures est constitué de mollusques, particulièrement le cymbium, capturés essentiellement par les filets maillants dormants (ce type de filet constituant l'essentiel des filets maillants) (Tableau 4). La commercialisation des mollusques rapporte des revenus substantiels aux pêcheurs.
- 12 D'une manière générale, les villages ne sont pas bien dotés en infrastructures de pêche. Les pêcheurs s'approvisionnent en glace à partir de Mbour ou de Joal, les principaux centres de débarquement de la pêche fraîche. La disponibilité en carburant pose aussi souvent des difficultés aux professionnels. Nianing, Pointe Sarène et Mballing disposent chacun d'une station de carburant hors-bord, mais les ruptures d'approvisionnement sont assez fréquentes. La station de Mballing n'est plus fonctionnelle depuis deux ans. À Mbodiène, où la pêche est très peu développée, les professionnels autochtones sont essentiellement des pêcheurs à pied qui n'ont pas besoin de carburant.

1.2. Collecte de l'information

- 13 Des données socioéconomiques et des données bioécologiques et environnementales ont été collectées. S'agissant des données socioéconomiques, des entretiens collectifs (focus group) ont été organisés dans chacune des quatre localités, d'une part avec les membres des comités locaux de pêche (CLP), particulièrement ceux de la commission scientifique (cadre recoupant des pêcheurs qui réfléchissent sur les mesures de gestion, travaillent

avec les chercheurs dans le cadre des recherches participatives) et, d'autre part, avec les autorités coutumières. Le guide d'entretien était structuré autour de cinq points :

les perceptions et représentations des acteurs concernant les espaces halieutiques et la ressource (limite du territoire halieutique du site, nom des lieux de pêche, morphologie des lieux de pêche, espèces en présence, type de fond, zone de frayère, nurserie...);

- les mesures de gestion en vigueur ou envisagées (aires marines protégées, récifs artificiels, règles d'accès aux zones de pêche...);
- les motivations réelles des mesures de gestion ;
- les instances et dispositifs de surveillance et de contrôle ;
- les moyens de surveillance.

- 14 S'agissant des données bioécologiques, des pêches expérimentales ont été effectuées avec à l'aide d'une senne de plage afin d'apprécier la diversité biologique et de déterminer les abondances spécifiques. Des plongées sous-marines ont aussi été effectuées afin d'inventorier seulement les espèces sous l'eau. Ainsi, les variables clés suivies ont été :

- la composition spécifique ;
- le nombre et le poids global des espèces collectées ;
- la taille individuelle des espèces ;
- le poids individuel des espèces ;
- le sexe et stade de maturité des principales espèces collectées.

- 15 Les coordonnées géographiques des différentes zones potentielles de création des ZPP ont été prises au moyen d'un GPS. Ainsi, ces zones ont été cartographiées en y incluant la bathymétrie du plateau continental du Sénégal.

2. Résultats

2.1. Justificatifs de l'instauration de zones de pêche protégées

- 16 Les pêcheurs des villages de Mbodiène, Pointe-Sarène, Mballing et Nianing soutiennent que les fonds côtiers en face des villages sont très fournis en rochers naturels et en herbiers particulièrement favorables à la reproduction, à l'alimentation et à la croissance de bon nombre d'espèces halieutiques. Ces caractéristiques bioécologiques de la zone ont justifié dans le passé la grande richesse des eaux adjacentes aux villages, particulièrement à Pointe Sarène, et faisaient que, jusqu'à un passé récent, les pêcheurs débarquaient d'importantes quantités de langouste, de seiche, de poulpe, de cymbium et divers poissons démersaux. La présence d'une ressource halieutique à haute valeur commerciale pouvant être valorisée à l'exportation ou auprès du secteur hôtelier attire beaucoup de migrants saisonniers provenant essentiellement de Bargny, de Yenne, de Mbour, de Guet Ndar et des îles du Saloum. Ces pêcheurs sont des migrants qui, dans leur grande majorité, sont basés à Mbour, à Joal ou à Djifère qui sont les principaux ports de débarquement et à partir desquels ils fréquentent les espaces halieutiques des autres villages de la Petite Côte et du Saloum, dont les zones de pêche de quatre villages étudiés. Ainsi, la présence massive des pêcheurs dans la zone s'est traduite localement par une augmentation de l'effort de pêche et par l'instauration de mauvaises pratiques de pêche telles que la chasse sous-marine, l'utilisation de filets dormants accompagnés par des plongées des pêcheurs, de la senne de plage, la capture des juvéniles et la capture des géniteurs durant leur période de reproduction.

- 17 Il s'en est suivi, de l'avis des pêcheurs, une surexploitation des ressources halieutiques et une dégradation soutenue de l'écosystème côtier, du fait essentiellement de l'activité des sennes de plage qui évoluent principalement dans les zones de frayère. Les pêcheurs avancent que cette surexploitation s'est traduite par la baisse des captures et donc du revenu, par l'augmentation des conflits entre les pêcheurs eux-mêmes et entre les pêcheurs et l'administration.
- 18 Conscients de l'urgence et de la nécessité de participer à l'amélioration de la gouvernance locale des pêcheries de leur terroir, les Comités locaux de pêche (CLP) des quatre villages, avec l'appui du projet de Gestion durable des ressources halieutiques (GDRH) et de la Recherche, se sont engagés à identifier et à mettre en œuvre des mesures conservatoires qui garantissent la continuité de la productivité des eaux adjacentes à leurs villages.

2.2. Quelles mesures de gestion dans les ZPP ?

- 19 Les mesures envisagées par les populations sont relatives à la mise en place dans les eaux territoriales de chaque village de Zones de pêche protégées (ZPP). Celles-ci englobent l'ensemble du rivage de chaque village sur une largeur de 2 km pour des raisons de capacités de surveillance. Les délimitations ne sont pas matérialisées par des bornes, mais entre les villages elles sont reconnues par tous et transmises dans la mémoire collective. Ces aires de cogestion, nom donné à ces zones, matérialisent l'espace que la population est censée gérer en partenariat avec l'administration des pêches (Figure 2).
- 20 Le schéma d'aménagement découpe les zones de pêche protégées en zones à exploitation réglementée (ZER) et en zones interdites de pêche (ZIP) (Tableau 5 ; Figures 3, 4, 5 et 6). Dans certains cas, ce sont deux ZER qui sont aménagées avec une réglementation alternée selon l'importance du nombre de pêcheurs ou des saisons de pêche (Tableau 6). Dans ces conditions, l'une des deux ZER peut être érigée en une ZIP pour permettre à la ressource de se reproduire et/ou de grossir en toute quiétude.
- 21 Dans les ZER, les principales mesures envisagées concernent l'interdiction de tous les types d'engins, à l'exception de la ligne simple et du filet dormant à maille réglementaire. La plupart de ces mesures sont communes aux quatre villages. Certaines mesures sont cependant spécifiques à la lagune de Mbodiène (Tableau 6).

Tableau 5. Étendue et schéma d'aménagement des aires de cogestion sur les sites

Sites	Étendue des ZPP (aire de cogestion)	Schéma d'aménagement des ZPP (aire de cogestion)	
Mballing	6 km ² (longueur 3 km et largeur 2 km)	Une ZER de 2 km de long et 1,16 km de large	Une ZIP de 1 km de large
Nianing	15 km ² (longueur 7,5 km et largeur 2 km)	Une ZER de 3,35 km de large	Une ZIP de 3,32 km de large
Pointe Sarène	15 km ² (longueur 7,5 km et largeur 2 km)	2 ZER aux extrémités de la ZPP (1,90 km et 1,41 km du nord au sud)	Une ZIP de 1,71 de largeur km
Mbodiène	10 km ² (longueur 5 km et largeur 2 km)	Une ZER de 2,10 km de large	Deux ZIP aux extrémités et une ZER (1,87 et 1,05 km)

Figure 2. Limites des ZPP des quatre villages selon les indicateurs des acteurs

Figure 3. Schéma d'aménagement et de réglementation de la ZPP de Mballing

Figure 4. Schéma d'aménagement et de réglementation de la ZPP de Nianing

Figure 5. Schéma d'aménagement et de réglementation de la ZPP de Pointe Sarène

Figure 6. Schéma d'aménagement et de réglementation de la ZPP de Mbodiène

Tableau 6. Les mesures envisagées sur les ZER

Sites	Mesures dans les ZER
Mballing Nianing Pointe Sarène Mbodiène	<p>Les engins suivants sont interdits dans l'aire de cogestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filets dormants non réglementaires ; - Chasse sous-marine ; - Pêche à l'explosif ; - Palangre ; - Senne tournante ; - Filet maillant encerclant ; - Filet maillant dérivant de surface ; - Filet dérivant de fond ; - Filet plongeant. <p>50 pirogues maximum par jour dans l'aire de cogestion ; Seules les pirogues immatriculées sans glacière sont autorisées ; 20 filets par pirogue dans la zone de cogestion ; Repos biologique (poulpe, cymbium, seiche, langouste) ; Alevinage de cymbium juvéniles.</p>
Mbodiène	<p>Mesures spécifiques à la lagune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Repos biologique de la carpe dans la lagune ; - Interdiction des éperviers à maille non réglementaire ; - Interdiction des filets maillants et des sennes dans la lagune ; - Interdiction de filets (FD, FME, SP...) au niveau de l'embouchure ; - Relâchement des juvéniles de carpe.

2.3. Les zones ciblées sont-elles scientifiquement pertinentes ?

- 22 Les résultats des pêches expérimentales ont confirmé l'importance bioécologique des zones ciblées par les populations pour les ériger en ZPP. Thiam *et al.* (2012) soulignent ainsi que dans les ZPP, quel que soit le site considéré, les individus capturés sont généralement des géniteurs et surtout des juvéniles, d'où leur dénomination en zones de frayère et de nurserie. Le choix des ZPP à des fins de protection de la ressource sur la Petite Côte semble donc pertinent.
- 23 Toutefois, les limites maritimes des ZPP des quatre villages posent plusieurs problèmes. En premier lieu, les limites au large des ZPP se situent à des distances de 1 km à 1,90 km de la ligne de rivage. Or, les habitats propices à la concentration des espèces marines (succession de sable, vase, substrat sablo-vaseux, pierres, roches, herbiers) se

développent sur des fonds de 3 à 4 m, avec parfois des extensions jusqu'à 8 m de profondeur, bien au-delà de la limite des 2 km. Les ZPP ne couvrent donc pas une partie des zones de frayère et de nurserie. Pour qu'elles puissent les intégrer, il est nécessaire que toutes les ZPP puissent être étendues jusqu'à 3 km de la ligne de rivage.

- 24 En second lieu, les ZPP de Mballing, Nianing Pointe Sarène et Mbodiène sont contiguës et s'inscrivent dans un même ensemble bioécologique en ce qui concerne la diversité biologique (faune et flore marine) la configuration de la côte (baies, substrats, etc.) qui génère une vulnérabilité commune aux aléas environnementaux (invasion algale et érosion côtière) et l'hydroclimat, notamment la salinité et la température de la masse d'eau. Cet ensemble bioécologique de la Petite Côte favorise la présence de zones de frayères et de nurseries. Dans ce contexte, il serait plus pertinent d'avoir une seule Zone de pêche protégée (ZPP) qui intègre les quatre ZPP de terroir. Thiam *et al.* (2012) proposent ainsi l'instauration d'une seule ZPP commune aux quatre villages d'une longueur de 2,90 km le long de la côte et qui aurait une largeur de 3,42 km. Celle-ci serait ainsi le prolongement dans le sens sud/nord de l'aire marine protégée (AMP) de Joal. Cette option devra permettre une gestion centralisée, unique et plus légère aux plans financier, matériel et humain. D'autre part, les différents CLP pourraient collaborer dans le cadre d'une gestion intégrée de zone côtière, dépassant le cadre territorial des seules ZPP.
- 25 En troisième lieu, il est constaté au plan territorial un chevauchement entre ZPP du fait de la confusion entre les limites terrestres, administratives et maritimes. Ainsi, une zone interdite de pêche au niveau d'un village peut être chevauchante avec une zone à exploitation réglementée, ce qui pose des problèmes de gouvernance. Compte tenu de la nature des différents territoires où les ressources sont partagées, une harmonisation des règles entre les ZPP contiguës s'avère donc nécessaire pour éviter les conflits entre villages. L'échelle de gestion ne doit donc pas être circonscrite seulement aux terroirs villageois, mais aux lieux de pêche investis par les différentes communautés. Cette contrainte est un des arguments défendus par ceux qui prônent une ZPP commune aux quatre villages

2.4. Le scepticisme des populations quant à une ZPP commune

- 26 Les discussions de groupes tenues avec les populations ont permis de constater que les villageois sont sceptiques quant à la pertinence d'une ZPP commune aux quatre villages. En tant qu'espace organisé de production, les zones de pêche protégées sont des formes « locales » de gestion et de valorisation économique des espaces et des produits halieutiques. Les ZPP s'inscrivent dans le territoire de pêche villageois et sont portées par le Comité local de pêche (CLP), instance de gouvernance locale de chaque village. Cette valorisation collective dépend de la capacité du CLP à assurer la surveillance et le contrôle des ZPP, et à maintenir la cohésion au sein de la communauté villageoise et à défendre son identité et ses intérêts (Hinnewinkel, 2007). Les CLP bénéficient de la confiance de la population, et notamment des autorités coutumières locales (chef de village, imam, prêtre...), bien que tous aient connu des difficultés d'ordre financier et logistique pour assurer le respect des règles de gestion, notamment le repos biologique sur le poulpe et le cymbium, ainsi que le contrôle et la surveillance de la Zone de pêche protégée. L'absence de coordination entre CLP pour gérer une ressource commune constitue une contrainte supplémentaire. Toutefois, fusionner les ZPP en un ensemble

unique couvrant 78,32 km², exige qu'une gouvernance supra-villageoise soit instaurée et que des moyens spécifiques lui soient alloués. Aucun des quatre villages ne dispose des capacités financières nécessaires et ne souhaite les mutualiser avec les autres villages. Une ZPP commune ne disposera donc pas des moyens de surveillance pour faire respecter les règles de gestion. Or, les populations ont à l'esprit l'échec de la surveillance sur les zones de récifs de Bargny et de Yenne, et sur la ZPP de Ouakam (Mbaye, 2012). Par ailleurs, aucun des villages n'acceptera que la zone de pêche interdite soit érigée devant son village pendant que la zone à exploitation réglementée est en face d'un autre village. En revanche, tous les villageois mettent en avant l'expérience du village de Ngaparou qui a réussi à instaurer une ZPP comprenant une ZER et une ZIP, avec une réglementation suivie par toute la population, et qui a commencé à donner de bons résultats au plan bioécologique et socio-économique.

- 27 Dans le cadre d'une ZPP commune, l'instance de gouvernance envisagée sera un comité restreint, regroupant les représentants des quatre CLP, à l'image du comité local de pêche artisanale (CLPA) de Sindia, dont l'autorité est le sous-préfet. Le risque est grand que les populations ne se reconnaissent pas dans cette instance, et qu'elles soient alors peu motivées à participer à une surveillance qui va au-delà des limites de leur territoire villageois.

2.5. La ZPP comme forme de territorialisation de l'espace et de retour à la gestion du terroir

- 28 La ZPP est une forme de territorialisation des espaces maritimes côtiers représentant ainsi le prolongement du terroir villageois. Cette forme de territorialisation de l'espace maritime pose le problème de la gouvernance territoriale (Leloup *et al.*, 2005). La territorialisation reste encore un concept assez mouvant, difficile à définir (Pasquier *et al.*, 2007). Cette notion permet plus de formuler des questions que d'apporter des réponses. Elle est utilisée pour légitimer l'action publique et correspond à un déclin du rôle de l'État central dû notamment à la montée de situations complexes, que les politiques publiques sectorielles ont plus de mal à traiter, comme la prise en compte de la protection de l'environnement (Trouillet, 2003). Au Sénégal, la vision stratégique qui sous-tend la territorialisation des politiques publiques est d'adapter les orientations nationales et les normes sectorielles aux spécificités des terroirs, afin d'assurer leur développement endogène (Groupe consultatif, 2014).
- 29 La problématique de la territorialité des espaces halieutiques interpelle la relation entre les communautés de pêcheurs et les espaces dans lesquels ils formulent et réalisent leurs projets de développement. Elle renvoie à des notions d'identité, de gouvernance, de participation, mais surtout à une notion d'intérêt commun. La ZPP comme forme de territorialisation entre dans la cadre de la problématique de la « gouvernance locale » et du « développement territorial » (Lazarev, 2009).
- 30 La gouvernance territoriale locale est comprise ici comme un concept sociopolitique (Besson-Ancel, 2003). Elle revêt une signification plus large que celle d'une base géographique dans laquelle s'inscrivent les actions de développement local (Dupuis, 2015). Elle sous-entend aussi la référence commune à un espace dans lequel se projettent des acteurs concernés (ou potentiellement concernés) par sa gestion durable. Parce qu'il se réfère à une notion d'intégration, le concept de terroir sous-entend, à la fois, une dimension sociopolitique, une dimension et une dimension environnementale (Samb,

2014). L'approche territoriale des politiques publiques met l'accent sur cette problématique sous l'angle de la dimension spatiale, puisque la vie sociale et économique se déroule dans l'espace (Laganier *et al.*, 2002). Le développement faisant référence aux relations entre les dimensions économiques, sociales et environnementales. L'approche territoriale sur cette question est née dans un contexte de crise économique et de décentralisation où a été reconnue la nécessité de la mobilisation des acteurs locaux autour des projets suite au constat des limites des stratégies descendantes (Top-down). En conséquence, une autre vision allait s'imposer. Le « local » est apparu comme une alternative capable d'engendrer une nouvelle dynamique spatiale (El Khazzar, 2004). Il est considéré comme une remise en cause radicale du rôle central de l'État et des politiques traditionnelles de basées sur des approches macroéconomiques et fonctionnalistes, et comme une réponse aux mutations profondes du système économique international. Face à un développement orchestré par le haut où l'espace est passif, il propose d'introduire une logique de par le bas. Cette nouvelle stratégie devrait faciliter l'essor des espaces peu développés, grâce à la réhabilitation du rôle central des acteurs locaux tels que les collectivités locales, les associations professionnelles, les ONG. On assiste à l'émergence des politiques de développement local. C'est dans cette optique que les concepts de territorialisation, de local, de proximité, de participation, de partenariat et de gouvernance s'imposent comme de nouveaux repères de modèles d'un développement plus égalitaire qui touche à l'ensemble de la population.

- 31 Dans le secteur de la pêche, de telles politiques se mettent en place dans le contexte d'une exploitation acharnée sur les ressources halieutiques, et de concurrence entre pêcheurs dans les espaces halieutiques des terroirs villageois (Besson-Ancel, 2003). Il a été ainsi expérimenté un nombre considérable de projets de gestion des pêches selon des approches multiples, généralement propres à chaque bailleur de fonds. Toutefois, il a été reconnu que les expériences de développement basées sur les terroirs villageois représentent l'approche la plus directement concernée par les actions participatives pour une meilleure gestion des ressources naturelles (Lazarev, 2009). Il s'est ainsi opéré un changement de paradigme marquant une nouvelle compréhension de la problématique de gestion des pêches au niveau local. Si auparavant le terroir villageois n'était que le support administratif des actions sectorielles des interventions, il est devenu un enjeu ainsi qu'une plateforme de rencontre avec les différents projets le concernant.
- 32 Les ZPP villageoises ont été envisagées dans le cadre d'initiatives locales menées par le programme de Gestion durable des ressources halieutiques en vue de promouvoir une gestion participative en partenariat avec les communautés villageoises. Le terroir est entendu ici au sens de portion de territoire de pêche appropriée, aménagée et utilisée par le groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence (Sautter et Pélissier, 1964 ; Cabanne, 1984).
- 33 Les communautés de pêcheurs sénégalais, en dehors des pêcheurs guet-ndarien² sont avant tout des « terriens », installés dans des zones amphibies entre terre et mer, attachés à leur terroir par des liens ancestraux (Cormier-Salem, 1992). Ces communautés ont toujours élaboré un système d'usages des ressources de leur terroir basé sur une régulation coutumière qui en assure la pérennité. Les communautés de pêcheurs des différents villages se sont approprié depuis longtemps les zones de pêche adjacentes à leur village en « nommant » des lieux de pêche qu'ils se partagent et se transmettent au sein de leur communauté. Les toponymies des lieux de pêche reflètent elles-mêmes la

perception et les représentations des pêcheurs sur les caractéristiques bioécologiques de ces lieux (Van Chi Bonnardel, 1967, 1985 ; Geistdoerfer, 1984).

- 34 La loi sur le domaine national de 1964 ayant supprimé la notion de territoire coutumier, les populations ont eu le sentiment d'être expropriées de leur territoire, sur lequel elles n'avaient plus aucun contrôle. En effet, la loi sénégalaise 64-46 du 17 juin 1964 pose le principe intangible que toutes les terres non immatriculées, ou dont la propriété n'avait pas été transcrite à la conservation des hypothèques au terme du délai fixé par le législateur, sont considérées d'office comme faisant partie du patrimoine public (Sow Sidibé, 1997 ; Daff 2002). Une ZPP villageoise symbolise le retour à un patrimoine communautaire et à une territorialité économique permettant une meilleure viabilité du terroir villageois.
- 35 Les ZPP sont donc des formes d'appropriation et de contrôles territoriaux élaborées par chacun des quatre villages. Elles permettent de désigner des espaces spécifiques liés à un enracinement historique, une identité (Gottmann, 1973). Cet espace doit être contrôlé par la communauté villageoise et géré collectivement. Leurs limites sont définies par l'usage et légitimées par la coutume (Bonnemaison, 1991). Certes, les limites des ZPP sont moins bien définies que les espaces terrestres du fait de la perméabilité des frontières maritimes et de l'imprévisibilité des ressources halieutiques. Néanmoins, ils sont des « terroirs » au sens d'une « structure spatiale engendrée par un système d'exploitation halieutique, élaborée par un groupe humain, qui s'identifie à lui » (Cormier-Salem, 2000 : 214). Les terroirs maritimes se définissent comme le prolongement du terroir foncier (terroirs agro-sylvo-pastoraux), espaces nettement délimités, appropriés, maîtrisés, contrôlés par une communauté et gérés collectivement (Rouvellac, 2013). Le terroir est une construction sociale qui s'appuie d'abord sur une spécificité d'une communauté locale dont l'ancrage historique dans l'espace occupé remonte à plusieurs générations, et dont aussi les perspectives de développement local s'inscrivent dans le temps long (Prévost *et al.*, 2014).
- 36 Loin donc d'être de simples entités topographiques, physiquement bornées, les ZPP renvoient à une forme de gouvernance des pêcheries artisanales dont les éléments sont, selon les termes de Corlay (1979), biologiques (ressources exploitées), techniques (techniques de pêche), économiques (moyens de surveillance et de contrôle), sociaux (les acteurs concernés), culturels (perception et représentation de l'environnement) et politiques (mesures réglementaires). Les ZPP sont ainsi l'expression d'un système de gouvernance sur les entités spatiales structurées par les systèmes de pêche, à la fois support physique des activités halieutiques, produit des pratiques et représentations des sociétés littorales, enfin enjeux, et donc source de conflits entre communautés pour le contrôle des ressources maritimes (Besançon, 1965).
- 37 Le concept de terroir du pêcheur est utilisé ici pour prendre en compte la complexité de projets locaux de développement de terroirs (Di Méo, 1991). L'expression « gestion de terroirs », comprise comme l'engagement d'une communauté à valoriser les ressources locales pour satisfaire ses besoins (Champeyrache, 2013), s'est affirmée dans l'appui au développement dans les pays du Sud depuis les années 1990. Le terroir est un concept qui permet, d'une part, de mettre en évidence la complexité des interconnexions entre les composantes qui vont donner à l'environnement d'une communauté humaine « localisée » sur un espace sa singularité et, d'autre part, de traduire l'adaptation permanente de cette communauté au milieu dans lequel elle vit, tant dans sa relation à son environnement naturel, que sur les plans technique, économique, social et culturel.

Le terroir constitue alors un modèle dont les différentes dimensions permettent de comprendre et d'accompagner une société locale dans une démarche de développement territorial et, à ce titre, présente un intérêt pour des dispositifs de recherche-développement.

- 38 Au Sénégal, la politique de gestion locale des pêches prônée depuis le début des années 2000, et appuyée par des interventions localisées des partenaires au développement à travers des projets et programmes de développement qui promeuvent les initiatives locales de cogestion à l'échelle des villages, a relancé le retour des terroirs. En ayant comme interlocuteur direct des instances locales, tels les Comités locaux de pêche artisanale (CLPA), les comités locaux de pêche et d'autres Organisations locales de base (OLB), les projets et programmes de développement ont fait de l'appropriation de l'espace maritime un enjeu majeur pour les communautés littorales sénégalaises.
- 39 La mise en place des ZPP, qui sont des initiatives communautaires, doit être resituée dans ce contexte de retour au local redonnant le pouvoir de gestion aux communautés locales (Hinnewinkel, 2007). Préalablement à la mise en place d'outils de gestion, la création des ZPP constitue avant tout la matérialisation d'un processus de gestion locale par la reconnaissance et la valorisation des connaissances empiriques que les communautés littorales utilisent depuis des générations pour contrôler leur milieu de vie (Dyson-Hudson et Smith, 1978).
- 40 Ce que nous appelons ainsi terroir du pêcheur est cette portion d'espace halieutique, prolongement du terroir terrestre, espaces « bornés », contrôlés et gérés par chacune des quatre communautés villageoises en fonction des moyens dont elles disposent. Ainsi, à travers la ZPP il s'agit pour les populations locales de définir l'espace maritime qui fonde et révèle leur identité (Bonnemaison *et al.*, 1997 ; Debarbieux, 2008), espace considéré à la fois comme support, produit et enjeu de rapports sociaux (Malmberg, 1980 ; Dematteis, 1990) et que nous appelons ici « terroir du pêcheur ». Elle exprime une forme de socialisation de l'espace maritime (Sautter, 1973). Les ZPP sont donc des formes d'appropriation et de contrôles territoriaux élaborées par chacun des quatre villages. Elles permettent de désigner des espaces spécifiques liés à un enracinement historique, une identité (Debardieux, 1988).
- 41 Notre propos était de montrer que le poisson échappe à ce pouvoir de contrôle des ressources sur l'étendue du terroir halieutique villageois dont les limites sont fixées en fonction des moyens de contrôle et de surveillance disponibles. La pertinence scientifique voudrait qu'une ZPP aille au-delà de 3 km au large pour couvrir la zone de frayère et nourricerie des espèces démersales ciblées (Thiam *et al.*, 2012). Ainsi, le terroir maritime villageois ne couvre pas le territoire du poisson, il est distinct du parcours du poisson qui ignore les frontières villageoises. Ce parcours ou aire d'évolution du poisson que nous avons appelé ici territoire du poisson, espace non maîtrisable, à conquérir, aux limites toujours reculées, mais jamais encore fixées, permet de ne pas confiner la gestion de la ressource halieutique à la seule gestion des eaux adjacentes d'un village (Durrenberger et Palsson, 1987).
- 42 Néanmoins, il faudrait comprendre aussi à travers la ZPP qu'il ne s'agit pas de gérer une ressource virtuelle qui n'est réellement appropriée qu'une fois pêchée ou capturée du fait de sa mobilité, mais de pouvoir contrôler l'accès à la ressource. D'ailleurs, dans le draft initial du projet figurait bien la notion de TURF (Droit d'usages territoriaux) qui a été par la suite remplacée par celle de ZPP (Christy, 1982). Il est reconnu que proposer de gérer le

support physique qu'est l'espace halieutique à travers une ZPP ne résout pas le problème de la gestion des ressources (Revéret, 1991).

- 43 Les ZPP villageoises renforcent le sentiment d'appartenance à une même communauté et exhortent les populations à rivaliser d'ardeur pour une régénération des ressources dans leur espace halieutique respectif (Hardin, 1968). Les résultats positifs qui seront mis au compte de la communauté pourraient motiver davantage les populations à s'engager dans le contrôle et la surveillance et à respecter les règles (Levieil et Orlove, 1990).
- 44 Cette gestion territoriale permet aussi aux populations d'affirmer leur système d'exploitation et d'en profiter pour réglementer les systèmes d'exploitation qu'elles jugent susceptibles de porter atteinte à la ressource (Berkes *et al.*, 1989, Bonnemaïson, 1989).
- 45 Il est constaté que les engins de pêche dont l'utilisation est interdite dans la zone concernent principalement ceux utilisés par les migrants ou par les pêcheurs des localités environnantes qui fréquentent la zone, à savoir tous les types de pêche à l'exception de la ligne et du filet dormant. Ce dernier étant l'engin dominant des autochtones qui soutiennent qu'ils ont remplacé leur mauvais filet, c'est-à-dire le filet dormant de maille non réglementaire, par un filet à mailles réglementaires de 45 à 50 mm de côté (90 à 100 mailles étirées). Pourtant, le filet dormant qu'ils utilisent est en nylon monofilament, ce qui est interdit par le code de la pêche. Ils ont donc passé outre la mesure interdisant l'utilisation du monofilament pour prendre celle qui leur pose moins de contraintes, à savoir le respect des mailles autorisées dont le contrôle est très difficile. Ainsi, pour certains, la ZPP terroir est un moyen de contrôler l'espace halieutique par rapport à d'autres usagers allochtones.
- 46 La ZPP comme forme de territorialisation nous apparaît ici comme étant une ressource spatiale en cours de construction. En conséquence elle apparaît aussi comme une richesse potentielle connue et exploitable (Pinchemel et Pinchemel, 1988) ; intrinsèquement, la ZPP devient relation sociale (Brunet *et al.*, 1992). Les dynamiques territoriales dans les espaces maritimes sénégalais en mer côtière matérialisent les interactions entre communautés villageoises exploitant des espaces parfois communs et des politiques de décentralisation de la gestion des ressources naturelles.

Conclusion

- 47 Les zones de pêche protégées constituent certes un outil de gestion efficace pour la restauration des ressources halieutiques et des habitats, mais à condition que leur délimitation tienne compte aussi bien des considérations socioculturelles que bioécologiques.
- 48 Les populations raisonnent en termes de terroir ancestral qu'elles sont censées protéger par rapport aux autres usagers, particulièrement les migrants. Mais elles ne tiennent pas toujours compte du parcours des ressources, qui est souvent situé plus au large des côtes, et donc au-delà de leur capacité de surveillance.
- 49 La gestion de ressources communes aux espaces halieutiques de plusieurs villages contigus nécessite parfois des mesures concertées et harmonisées entre les usagers des ressources pour la définition de règles acceptables et applicables par tous.

- 50 Certes, les biologistes ont tendance à privilégier la gestion des ressources au niveau régional ou sous-régional en Afrique de l'Ouest dans la CSRP, mais une attention particulière devrait être accordée aux terroirs halieutiques que les communautés sont plus motivées à défendre, car ils s'insèrent dans le territoire villageois. Elles ne s'identifient aucunement à un espace supra villageois dont elles ont tendance à renvoyer la gestion à l'État. Pour le moment, seules les initiatives à l'échelle des terroirs ont donné des résultats probants, montrant que la gouvernance à l'échelle des communautés devrait être davantage encouragée dans le cadre des initiatives de cogestion, quitte à ce que dans un second temps les communautés soient encouragées à se coordonner pour mettre en place un second niveau de cogestion : celui de l'ensemble des communautés de pêcheurs.
- 51 Dès lors, ce qui est en cause à travers le processus de mise en place des Zones de pêche protégées villageoises ou communautaires, considérées comme des outils de gestion et de conservation des ressources, réside dans la pertinence des limites fixées par les communautés villageoises sur la base des moyens dont elles disposent pour assurer le contrôle.
- 52 Depuis une décennie, le Sénégal s'est doté d'un système d'aires protégées qui devait permettre d'assurer une conservation des ressources naturelles, la restauration des écosystèmes dégradés et l'amélioration des conditions de vie des communautés locales. Néanmoins, à l'heure du bilan, les résultats des différentes évaluations des aires protégées ont tous fait état de lacunes, aussi bien dans la représentativité (écologique) que dans l'efficacité de la gestion et de la gouvernance des sites et la coopération pour la gestion des ressources partagées. Une des causes de ces lacunes réside dans le fait que la mise en place des aires protégées répond plus à une obligation internationale dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique qu'à un besoin ressenti et exprimé par les communautés locales elles-mêmes. Différents projets et programmes de divers organismes ont fait de la création d'aires protégées leur cheval de bataille. Ces aires ou zones protégées ont ainsi pour principales caractéristiques une grande diversité dans le mode de gouvernance, une disjonction entre les répartitions des espèces et la couverture des espaces appropriés, une volonté politique non corrélée aux avis scientifiques.

BIBLIOGRAPHIE

Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), 2015, Situation sociale et économique du Sénégal en 2012, mai 2015, ANSD, Dakar, 276 p.

Berkes R., Feeny D., McCay B., Acheson J.M., 1989, « The benefits of the commons », *Nature*, vol. 340, p. 91-93.

Besançon J., 1965, *Géographie de la pêche*, Paris, Gallimard, 522 p.

Besson-Ancel E., 2003, « Gouvernance territoriale », mémoire DESS, management du secteur public, collectivités et partenaires, Institut d'étude politique de Lyon, 164 p.

- Bonnemaison J., 1989, « L'espace réticulé. Commentaires sur l'idéologie géographique », in B. Antheaume, C. Blanc-Pamard *et al.* (dir.), *Tropiques, lieux et liens*, Paris, Éditions de l'Orstom, collection « Didactiques », florilèges offerts à Pélissier et G. Sautter, p. 500-510.
- Bonnemaison J., 1991, « Lieux et routes en Mélanésie », in Ch. Mullon (dir.), *Séminfor 4 : Le transfert d'échelle*, Quatrième séminaire informatique de l'Orstom, Centre de Brest, 11-13 sept 1990, Orstom, collection « Séminaires », p. 315-318.
- Bonnemaison J., Cambrézy L., Quinty-Bourgeois L., 1997, « Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales », Paris, Éditions de l'Orstom, collection « Colloques et séminaires », Paris, 819 p.
- Brunet R., Ferras R., Thery H. (dir.), 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Paris-Montpellier, Reclus-La Documentation française, 3^e éd., 518 p.
- Cabanne C. (dir.), 1984, *Lexique de géographie humaine et économique*, Paris, Dalloz, 432 p.
- Champeyrache C., 2013, « L'économie mafieuse : entre principe de territorialité et extraterritorialité », *Hérodote*, n° 151, p. 83-101.
- Christy F.T., 1982, *Territorial Use Rights in Marine Fisheries : Definitions and Conditions*, Rome, FAO Fisheries Technical Report, n° 227, 10 p.
- Corlay J.-P., 1979, « La notion d'espace de production halieutique : proposition méthodologique d'étude à partir de l'exemple danois », *Noroi*, oct.-déc. 1979, n° 104, p. 449-466.
- Cormier-Salem M.-C., 1992, « Gestion et évolution des espaces aquatiques : la Casamance », Paris, Éditions de l'Orstom, collection « études et thèses », 584 p.
- Cormier-Salem M.-C., 2000, « Appropriation des ressources, enjeu foncier et espace halieutique sur le littoral ouest-africain », in *Les pêches piroguières en Afrique de l'Ouest : pouvoirs, mobilités, marchés*, CMI-IRD-Karthala, p. 205-229.
- CRODT, 2015, « Évaluation des principaux stocks démersaux exploités au Sénégal », rapport du groupe de travail, ADUPES/CRODT/UE, 27 p.
- CRODT, 2016, « Évaluation des principaux stocks démersaux exploités au Sénégal », rapport du groupe de travail. ADUPES/CRODT/UE, 32 p.
- Daff S. A., 2002, « La loi sur le Domaine national, malentendu entre l'État et les paysans sur le statut et la gestion de la terre », *Gouvernance en Afrique*, juillet 2002, http://base.afrique-gouvernance.net/fr/corpus_dph/fiche-dph-87.html.
- Debardieux B., 1988, *Territoires de haute montagne : recherches sur le processus de territorialisation et d'appropriation sociale et de l'espace de haute montagne dans les Alpes du Nord*, thèse de doctorat d'État, université J. Fourier, Grenoble, 495 p.
- Debardieux B., 2008, « Construits identitaires et imaginaires de la territorialité : variations autour de la figure du "montagnard" », *Annales de géographie*, n° 660-661, p. 90-115.
- Dematteis G., 1990, « L'espace, interprétation géographique des rapports sociaux », in B. Kayser *et al.*, *Géographie entre espace et développement*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, collection « État des Lieux », p. 93-98.
- Di Méo G., 1991, *L'Homme, la Société, l'Espace*, Paris, Anthropos, 319 p.
- Dupuis J., 2015, « Une approche de la gouvernance et de la régulation territoriales et interterritoriales des politiques et projets communautaires à travers l'analyse comparée des contrats de territoire dans deux communautés urbaines », *Gestion et management public* 2015/3 vol. 4, n° 1, p. 5-28.

- Durrenberger E. P., Palsson G., 1987, « Ownership at sea : fishing territories and access to sea resources », *American Ethnologist*, vol. 14, p. 508-522.
- Dyson-Hudson R., Smith E. A., 1978, « Human territoriality : an ecological reassessment », *American Anthropologist*, vol. 80, p. 21-41.
- El Khazzar A., 2004, « Gouvernance et approche territoriale : pour une nouvelle stratégie de développement », *Cahiers africains d'administration publique*, n° 63, p. 67-73.
- FAO, 2014, « La valeur des pêches africaines », circulaire sur les pêches et l'aquaculture n° 1093 FIPS/C1093, FAO, Rome, 82 p.
- Geistdoerfer A., 1984, « Connaissance et appropriation des territoires de pêche », *Bulletin d'écologie humaine*, juillet 1984, vol. II, n° 3, p. 3-26.
- Gottmann J., 1973, *The Significance of Territory*, Charlottesville, University Press of Virginia, 169 p.
- Groupe Consultatif, 2014, territorialisation des politiques publiques, note technique thématique Paris, 24-25 février 2014.
- Hardin G., 1968, « The tragedy of the commons », *Science*, vol. 162, p. 1243-1247.
- Hinnewinkel J.-C., 2007, « L'avenir du terroir : gérer de la complexité par la gouvernance locale », *Méditerranée*, vol. 109, mis en ligne le 1^{er} juillet 2009, <http://journals.openedition.org/mediterranee/106>, consulté le 11 octobre 2016.
- Laganier R., Villalba B., Zuindeau B., 2002, « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », revue *Développement durable et territoires*, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/774>, consulté le 02 octobre 2017.
- Lazarev G., 2009, « La gouvernance territoriale et ses enjeux pour la gestion des ressources naturelles. Des approches novatrices pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres et des eaux », document thématique n° 3, secrétariat de la Convention des Nations-unies sur la lutte contre la désertification, UNCCD, Bonn, Allemagne, Hermann-Ehlers-Strasse, 64 p.
- Leloup F., Moyart L., Pecqueur B., 2005, « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », *Géographie, économie, société* 2005/4, vol. 7, p. 321-332.
- Levieil D. P., Orlove B., 1990, « Local control of aquatic resources : community and ecology in Lake Titicaca, Peru », *American Anthropologist*, vol. 92, n° 2, p. 362-382.
- Malmberg T., 1980, *Human territoriality. Survey of behavioural territories in man with preliminary analysis and discussion of meaning*, La Haye, Paris, NewYork, Mouton, collection « Studies in the Social Science », 346 p.
- Mbaye, A., 2012, « État de référence socio-économique des sites d'intervention du programme de gestion durable des ressources halieutiques », rapport d'étude WWF, Dakar, 71 p.
- Pasquier R., Simoulin V., Weisbein J. (dir.), 2007, *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*, Paris, L.G.D.J., 235 p.
- Pinchemel P. et Pinchemel G., 1988, *La face de la Terre. Éléments de géographie*, Paris, Armand Colin-Masson, collection « U Géographie », 5^e éd., 517 p.
- Prévost P., Capitaine M., Gautier-Pelissier F., Michelin Y., Jeanneaux P., Fort F., Javelle A., Moïti-Maïzi P., Lérique F., Brunschwig G., Fournier S., Lapeyronie P., Josien E., 2014, « Le terroir, un concept pour l'action dans le développement des territoires », *Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 1, <http://journals.openedition.org/vertigo/14807>, consulté le 4 novembre 2017.

- Revéret J.-P., 1991, *La pratique des Pêches : comment gérer une ressource renouvelable ?*, Paris, L'Harmattan, 199 p.
- Rouvellac E., 2013, « Le terroir, essai d'une réflexion géographique à travers la viticulture », Géographie, dossier d'habilitation à diriger des recherches, vol. 1, « Position et projet scientifique », université de Limoges, 227 p. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00985580>.
- Samb N., 2014, « Gouvernance territoriale et participation citoyenne au Sénégal », *Géographie*, université Paul-Valéry, Montpellier III, 2014 <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01134413>.
- Sautter G., 1973, « Recherches en cours sur les villes d'Afrique Noire. Thèmes et problèmes. Point de vue d'un géographe », *Cahiers d'études Africaines*, vol 13, n° 51, p. 405-416.
- Sautter G., Péliissier P. 1964, « Pour un atlas des terroirs africains. Structure type d'une étude de terroir ». *L'Homme*, vol 4, p. 56-72.
- Sow Sidibé A., 1997, « Domaine national, la loi et le projet de réforme », in, *La Revue du Conseil économique et social*, n° 2, février-avril 1997, p. 55-65.
- Thiam N., Fall M., Diallo A., Ndour C., Dème L., 2012, « Réalisation des états de référence des zones de pêche protégées et suivi des récifs artificiels dans la zone du projet de gestion durable des ressources halieutiques », rapport d'étude WWF, Dakar. 65 p.
- Trouillet B., 2003, La « mer côtière » : une frange pionnière, essai sur la construction d'un ensemble territorial, 6^{es} Rencontres de Théo Quant, février, <http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2003/TQ2003%20ARTICLE%205.pdf>.
- Van Chi Bonnardel R., 1967, « L'économie maritime et rurale de Kavar, village sénégalais, Problèmes de développement », Mémoire. n° 76, Dakar, IFAN, 260 p.
- Van Chi Bonnardel R., 1985, *Vitalité de la petite pêche tropicale, pêcheurs de Saint-Louis du Sénégal*, Paris, éd. du CNRS, 104 p.

NOTES

1. Ce sont les ressources (poissons, crustacés, mollusques) qui vivent entre 0 et 200 m de profondeur dans l'eau. Elles sont appelées ainsi espèces de fond.
2. Pêcheurs originaires du quartier de Guet-Ndar à Saint-Louis du Sénégal.

RÉSUMÉS

Les villages de Mballing, Nianing, Pointe Sarène et Mbodiène situés sur la Petite Côte ont envisagé d'avoir chacun une Zone de pêche protégée (ZPP) sur son terroir. Les pêcheurs définissent les ZPP sur la base des savoirs empiriques qu'ils ont de la biologie des espèces, mais aussi et surtout des moyens dont ils disposent pour assurer une application des règles de gestion sur la zone. Les superficies couvertes vers le large ne dépassent pas ainsi 2 km. Les recherches d'accompagnement montrent que l'étroitesse des zones couvertes au large pose le problème de la pertinence des ZPP quant à leur impact réel sur la gestion des espèces démersales ciblées. Sur la

Petite Côte, les zones rocheuses de 2 à 3 m de profondeur se trouvent à 3, voire 4 km au large. Ainsi, il est recommandé aux pêcheurs d'avoir une ZPP commune allant jusqu'à 3 km au moins pour couvrir la zone de frayère et de nurserie des principales espèces ciblées. Toutefois, l'argument scientifique mettant en avant le territoire du poisson entendu ici au sens de parcours se heurte à l'identification des communautés à leur terroir.

The villages of Mballing, Nianing, Point Sarène and Mbodiène located on the « Petite Côte » of Senegal, intended to implement their own Protected Fishing Zone (PFZ). Fishermen define the PFZ according to empirical knowledge on fish biology but also on their means to insure the application of management rules on the PFZ. Surfaces covered do not exceed two kilometers offshore from the coastline. Support researches have shown that the narrowness of zones covered offshore, raised the relevance of the PFZ efficiency on the management of the species demersal targeted. Regarding the case of Petite Côte, the shallow rocky zones (2 to 3 m of depth) extend on 3-4 kilometers offshore. It has been recommended to establish common PFZ that covers at least 3 km offshore to include spawning and nursery area for the main targeted species. However, the scientific argument putting forward the fish area repartition, here in the sense of « path » [parcours], comes up against the community's identification to their « local area » [terroir].

INDEX

Keywords : protected fishing zone, management, terroir, artisanal fishing, Senegal

Mots-clés : zone de pêche protégée, gestion, terroir, pêche artisanale, Sénégal

AUTEURS

ADAMA MBAYE

Adama Mbaye est sociologue, titulaire d'un doctorat de troisième cycle et préparant une thèse unique au MNHN de Paris, il travaille sur la cogestion, la gouvernance, la pauvreté, les savoirs empiriques, le changement climatique. Centre de recherches océanographiques de Dakar/Thiaroye (CRODT). ambayeskr@yahoo.fr

NDIAGA THIAM

Ndiaga Thiam est biologiste, titulaire d'une thèse unique, travaillant sur l'évaluation des ressources, l'élaboration des plans d'aménagement des pêcheries, la conservation des ressources halieutiques. Centre de recherches océanographiques de Dakar/Thiaroye (CRODT). ndthiam@yahoo.fr

MASSAL FALL

Massal Fall est biologiste, titulaire d'un doctorat unique, titulaire d'une thèse unique, travaillant sur l'évaluation des ressources, l'élaboration des plans d'aménagement des pêcheries, la conservation des ressources halieutiques Centre de recherches océanographiques de Dakar/Thiaroye (CRODT). massal.fall@gmail.com